

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

n° 744694
CEDOC
FONS
A. VILADOT

LA VERITE

DES REVOLUTIONNAIRES



organe du Comité Central de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire
Section française de la Quatrième Internationale

Hebdomadaire

Lundi 12 avril 1976

Il l'année

No 29

2 Francs

CONTRE GISCARD ! CONTRE L'EUROPE DU CAPITAL !

AUTOUR DE LA METALLURGIE
CENTRALISEZ VOS LUTTES !

VIVE LA CONFERENCE MONDIALE DES
JEUNES METALLOS !

Dimanche 10 Avril: la coordination nationale étudiante décide la Grève Générale de l'Université et à partir de là de l'Education Nationale.

A Renault-Billancourt, les fondeurs tiennent leur grève depuis quatre semaines.

Le gouvernement Giscard-Poniatowski s'avance de plus en plus dans la répression. L'affrontement global avec le gouvernement Giscard dans la grève générale de tous les travailleurs de ce pays se prépare. Les organisations traditionnelles, le PCF et le PS, les directions syndicales renforcent justement leur politique de division, pour empêcher cet affrontement dans lequel, chacun le

sait, le gouvernement Giscard sombrera. Ils renforcent leur politique d'union nationale, de collaboration avec la bourgeoisie, et se font les défenseurs de "l'économie nationale".

Le chauvinisme et le patriottisme les plus éculés, s'étalent à longueur de colonnes de "l'Humanité": "L'armée française aura-t-elle un fusil étranger et des chars allemands?" "L'indépendance nationale menacée, sept secteurs bradés par Giscard". (L'Humanité du 12.4.76). Et de proposer des journées d'action tournantes secteur après secteur... Cela au moment même où les travailleurs se lancent dans une nouvelle vague de grèves pour abattre le régime. Il ne s'agit pas aujourd'hui pour les travailleurs d'accepter

SUITE DE L'EDITORIAL

la logique de la bourgeoisie en crise et le cadre de la concurrence capitaliste entre les différentes bourgeoisies nationales.

A Paris, à Madrid, pour des intérêts identiques se trouvent à l'ordre du jour la chute de la dictature, la chute de Giscard.

Unir les travailleurs pour imposer leurs revendications dans la lutte pour les Etats Unis Socialistes d'Europe, voilà le but de la Conférence du 18 Avril de la jeunesse ouvrière de la métallurgie. Elle se prépare dans la lutte pour unir en un bloc les différents secteurs qui se trouvent en lutte, cette semaine de nouveau. Il faut faire de Renault-Billancourt le point d'appui du déclenchement de la grève générale, en dressant autour des fondeurs en grève depuis 4 semaines l'ensemble de la Régie contre le démantèlement, pour les revendications pour en finir avec le gouvernement Giscard, pour le GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN qui satisfera les revendications de tous les secteurs.

C'est autour de la métallurgie, bastion des travailleurs que doit se mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière. C'est autour de la métallurgie que doivent se centraliser toutes les luttes, c'est pour cela que le 18 AVRIL, autour des délégués des bastions ouvriers seront rassemblés des délégués des étudiants, des lycéens et des autres secteurs en lutte.

SOMMAIRE

Bilan de la Vérité Hebdomadaire	P 1
Contre l'impérialisme, unir dans l'Internationale, les prolétariats d'Amériques du Nord et du Sud.....	P 3
LE COMBAT DE LA L.O.R. ET LA PREPARATION DE LA CONFERENCE DU 18 AVRIL	P 4 et 5
Développer une mobilisation de masse en soutien à la révolution espagnole....	P 6
Grève Générale de l'Education Nationale	P 7
A propos de la Commission d'Enquête	P 7
A propos de la Charte des libertés du PCF	P 8

LA VERITE HEBDOMADAIREBILAN N° 28

Le numéro 28 de "La Vérité des Révolutionnaires" n'a pas été auto-financé, c'est inquiétant à huit jours du passage sur 12 pages.

Mais le principal problème est surtout celui du contenu du journal. Le Comité de Rédaction a estimé que le numéro 28 était encore une fois très propagandiste. La L.O.R. ne se centralise pas encore au travers de son journal, et celui-ci n'est pas encore l'arme d'intervention des cellules.

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA VERITE DES REVOLUTIONNAIRES :

Tarif de lancement : 3 mois : 20 F
6 mois : 40 F
1 an : 90 F

Nom :

Adresse :

Le montant des abonnements doit être adressé DIRECTEMENT au C.C.P N° 33.851.13 La Source au nom de F. Villa.

Précisez si pli clos ou non

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :

ELISE LANGUIN

Correspondance : B.P 10/10 75462 PARIS

UWB
Cédex
Biblioteca de la Comunicación
i Hemeroteca General
CEDOC

Imprimerie spéciale de l'Editeur

POUR UNE MOBILISATION UNITAIRE DE MASSE EN SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS D'ESPAGNE !

REPONDANT A L'APPEL DU COMITE ESPAGNE 17ème....

La LOR a participé à la réunion du 10 Avril à laquelle elle était invitée, ainsi que l'ensemble des organisations ouvrières.

La LOR constate que par leur absence, des organisations telles que la LCR, LO, OCR... démontrent de nouveau leur volonté de ne mener aucune mobilisation, au moment où ce qui est à l'ordre du jour est le début de la révolution européenne en Espagne. Ces organisations veulent, de même qu'elles l'ont fait pour le Portugal, réduire la lutte qui se déroule en Espagne à une lutte et révolution nationales. La LCR a pourtant une organisation en Espagne, prétend appartenir au S.U. qui usurpe le nom de la IVème Internationale, mais dans la pratique, elle se comporte tout simplement comme une organisation nationaliste, ayant une phraséologie internationaliste.

La LOR pense effectivement que l'initiative du Comité XVIIème est positive, et qu'elle révèle l'absence de la part de l'ensemble des organisations

ouvrières et prétendument révolutionnaires de ce pays, de toute mobilisation unitaire et large, pourtant nécessaire pour soutenir la lutte des travailleurs d'Espagne.

La LOR appuiera de toutes ses forces la lutte pour un tel mouvement, pour son développement international, dans le cadre de la construction d'un Comité international de soutien à la lutte des travailleurs d'Espagne, pour l'organisation de grèves et de manifestations de soutien aux travailleurs espagnols, intégrant l'organisation du boycott international de la dictature.

La LOR souhaite une prise de position positive de la part de la direction de l'OCI. Elle appelle l'ensemble des organisations ouvrières à participer à la réunion du 17 Avril (Communiqué Comité XVIIème ci-dessous) ■

E.L. Représentant la LOR à la réunion.

COMMUNIQUE

Comité Espagne XVIIème
158, rue Legendre
75017- PARIS

Paris le 11.4.1976

Camarades,

Le Comité Espagne du XVIIème avait convoqué pour le 10 Avril une réunion à laquelle étaient invités les comités et les organisations ouvrières, pour envisager les conditions de la construction d'un mouvement unitaire de masse de soutien à la lutte des travailleurs et peuples d'Espagne.

Etaient présents: le Comité XVIIème, le Comité de Créteil (seul comité que nous avions pu contacter directement), la cellule du PCE du XVIIème, la LOR (Ligue Ouvrière Révolutionnaire, section française de la IVème Internationale) et l'OCI (Organisation Communiste Internationaliste).

Ont été envisagés - la proposition d'un bulletin commun à tous les comités Espagne,
- la convocation d'une réunion,
le samedi 17 Avril à 18 H., 158 rue Legendre à

Paris 17ème pour jeter les bases d'une première coordination des comités, tels ceux de Levallois, St Maur, 18ème, Belleville ou même des comités de province, pour obtenir le soutien des organisations ouvrières et faire ainsi un pas en avant dans la constitution d'un mouvement de soutien à la lutte des travailleurs et des peuples d'Espagne.

Dans ce sens, le Comité XVIIème proposera la préparation unitaire d'un meeting pour début Mai, pour appuyer les mobilisations qui vont avoir lieu fin Avril, pour la libération de tous les prisonniers politiques, pour le boycott international de la dictature, pour la construction d'un mouvement unitaire de masse de soutien aux luttes des peuples d'Espagne.

Déjà la cellule PCE XVIIème et la Ligue Ouvrière Révolutionnaire (section française de la IVème Internationale) se sont prononcés en faveur de cette initiative. Le Comité de Créteil donnera sa réponse après sa réunion. L'OCI prendra position sur la base du rapport de son représentant.

Salutations fraternelles
Comité Espagne XVIIème.

**Le n° 27-28 de LA QUATRIEME INTERNATIONALE
est paru avec : ESPAGNE "COMME EN 36"?
CARILLO ET LES CENTRISTES**

CHAUSSON CREIL

Mai 1975: Laissée dans l'isolement par les directions syndicales, alors qu'elle se produit après celles de Renault et Usinor, la grève des usines Chausson s'arrêtait. Mais c'est poing levé et au chant de l'Internationale que les ouvriers rentraient.

Le patronat veut aujourd'hui faire de Chausson une entreprise très contrôlée qui lui permettrait de contrecarrer les luttes ouvrières des autres usines de la métallurgie, et entre autres de faire passer le démantèlement de Billancourt. Déjà la grève des pistoléteurs de Renault-Billancourt a été brisée en faisant assurer la peinture à Chausson-Creil. L'usine de Creil avait 3000 travailleurs l'an dernier, elle en a 4500 cette année, essentiellement des travailleurs immigrés, et les provocations racistes sont permanentes. La milice patronale multiplie les brimades à longueur de journée, et tente d'empêcher l'organisation syndicale et politique des travailleurs. Compte tenu de la tactique du patronat par rapport à l'usine, il est exclu que la riposte repose sur les seuls ouvriers de Chausson. Ce n'est que par la jonction avec les autres travailleurs de la métallurgie et leurs organisations - en particulier avec Usinor, bastion ouvrier du Bassin Creillois - qu'un coup d'arrêt pourra être porté à la répression à Chausson.

Le Comité local de Creil de la LOR a pris la décision de lancer une campagne de mobilisation sur le Bassin Creillois pour le retrait de la police patronale à Chausson, pour mettre fin aux provocations racistes, pour la défense des libertés démocratiques. Le Cercle des JOR de Chausson a commencé à regrouper les jeunes pour développer l'agitation sur ces problèmes, pour s'adresser aux autres métallos du Bassin Creillois et à leurs organisations syndicales, en particulier à Usinor.

La LOR propose aux organisations ouvrières l'organisation d'une manifestation unitaire devant Chausson pour exiger le retrait de la milice patronale. Dans ce combat, nous préparons la Conférence de la Métallurgie, organisée par l'IRJ. Déjà 2 militants des JOR seront présents à la Conférence. Ils mènent le combat pour l'élection d'autres délégués ■

Correspondant

RENAULT BILLANCOURT

Nous préparons la CONFÉRENCE du 18 AVRIL

Contre le démantèlement de Billancourt,

Pour étendre la grève des fonderies à toute l'usine !

Les premières forces de l'IRJ sont en train de se regrouper dans la préparation de la Conférence Internationale des jeunes ouvriers de la métallurgie du 18 Avril à Billancourt.

C'est autour de l'attaque menée en règle par le gouvernement pour démanteler la plus grosse et la plus forte concentration ouvrière de France, et l'éloigner de l'Elysée, que nous organisons le combat.

Le plan de démantèlement du gouvernement va bon train: en 4 ans les effectifs de Billancourt sont tombés de 38000 à 31000, déjà des secteurs tels que le décolletage, la frappe, les forges, le département 37 ont quitté l'usine. Le département 34 est en voie de démantèlement. Les fabrications de l'usine 0 sont menacées, la sellerie, sortie de l'activité Bois et Métal de Billancourt, mêmes perspectives pour la Renault Machine Outils (RMO). À cela s'ajoutent les départs constants de machines non remplacées, laissant d'immenses surfaces inutilisées. En 1975, les investissements à Billancourt étaient en baisse de 31% par rapport à 1974. Pour 1976, c'est une baisse de 50% par rapport à 1975 qui est enregistrée.

Ce n'est pas le manque de travail qui est à l'origine de cela, mais un plan délibéré du capital pour frapper le plus important bastion ouvrier de France. En effet, de pair avec ces mesures, les cadences augmentent, les propositions d'heures supplémentaires s'accroissent sans cesse, l'embauche des nouveaux esclaves modernes, les intérimaires, est constante -environ 900 d'entre eux se trouvent à Billancourt-. Nous voyons donc que le démantèlement n'est pas un projet mais une réalité qui est en train de se faire. Face à cela, les directions syndicales n'ont organisé aucune riposte d'ensemble ni à Billancourt et encore moins à l'échelle de toute la métallurgie. Pourtant, dans tous les ateliers, le mécontentement, la volonté d'arracher les revendications sont grands.

Par exemple, depuis 4 semaines maintenant, les ouvriers des Fonderies sont en grève. Leurs revendications portent sur les classifications, les salaires, les conditions de travail, les cadences, le nombre de remplaçants: toutes ces attaques sont liées aux mesures de démantèlement. Ces revendications font donc partie de la lutte contre le démantèlement. On les retrouve dans tous les secteurs de l'usine. Malgré de multiples grèves et actions, aucun secteur ne les a arrachées.

Ceux des Fonderies ont déjà perdu 4 semaines de salaire, et aucun ouvrier de Billancourt ne peut arriver à croire qu'ils gagneront seuls. Ceux de la RMO sont prêts à partir. Il ne faut pas attendre que ceux des Fonderies soient rentrés. La lutte de nos camarades des Fonderies est la nôtre, nous devons refuser qu'ils rentrent sans avoir gagné.

Autour d'eux, pour des revendications qui nous unifient tous

UND

ation de la Conférence Mondiale

allez le 18 Avril

et qui peuvent se résumer à :
NON AU DEMANTELEMENT,
A TRAVAIL EGAL, SA AIRE EGAL,
ECHELLE MOBILE DES HEURS DE
TRAVAIL: c'est-à-dire répartition du travail existant entre toutes les mains disponibles, entraînant l'embauche de tous les intérimaires, de chômeurs, et par là même la réduction des horaires et des cadences,
ECHELLE MOBILE DES SALAIRES qui nous permettra en suivant et dépassant la hausse des prix de garantir et de développer notre pouvoir d'achat.

Nous devons étendre la grève à toute l'usine de Billancourt, appeler tous les ouvriers de la Régie à nous soutenir, et à créer le rapport de force qui nous permettra de vaincre le gouvernement de la bourgeoisie, qui n'est capable que d'une chose, préparer la misère encore plus grande, et la guerre civile contre les travailleurs si nous attendons les prochaines élections. La direction de la CGT a déclaré dans un tract que si Dimanche soir au plus tard, la direction de la Régie n'avait pas accepté de négocier, les revendications des fondeurs, elle appellerait à l'extension de la grève. Il faut lui imposer de la faire.

Les JOR, aux côtés de la LOR, mènent ce combat. C'est dans cette lutte que nous préparons le premier pas de la grève générale qui abattrra le gouvernement Giscard, qui permettra la mise en place du gouvernement ouvrier et paysan. C'est surtout par cette lutte que nous menons dans les syndicats, exigeant des comptes de la direction actuelle, posant le problème de son renouvellement par une direction révolutionnaire et combative, que nous construisons le parti qui permettra que tous ensemble nous gagnions.

Cette lutte, nous savons qu'elle est celle des travailleurs de toute l'Europe et en premier lieu de la métallurgie, nous refusons

la politique "d'indépendance nationale" et de "défense de l'économie nationale" du PCF et de la direction de la CGT. Pour nous, défendre "l'économie nationale française" contre "l'économie nationale allemande" signifie vouloir préserver les intérêts de la bourgeoisie française, en opposant les travailleurs français aux travailleurs allemands. Nous refusons cela. Notre but, ce n'est pas que l'économie française dirigée par la bourgeoisie soit concurrentielle mais d'en finir avec l'exploitation des travailleurs. Cela signifie pour nous, nous unir dans la lutte à tous les travailleurs d'Europe et du monde, défendre la révolution portugaise, et soutenir aujourd'hui la lutte des travailleurs espagnols.

A BAS L'ECONOMIE NATIONALE ANTI-OUVRIERE DE GISCARD !
VIVE L'UNITE DES TRAVAILLEURS D'EUROPE POUR LES ETATS UNIS SOCIALISTES D'EUROPE !

C'est pour ce combat que les jeunes ouvriers de Billancourt participeront à la conférence du 18 Avril pour organiser la lutte internationale des travailleurs et construire non le parti de l'indépendance nationale française, mais celui des prolétaires qui n'ont pour seule patrie que le socialisme que nous construisons dans nos luttes quotidiennes et qui sera international. ■

Correspondant

CITROEN

Jeudi 1er Avril, 2 délégués CGT étaient agressés à Citroën par des nervis de la CFT. Alfonso Camposeo a risqué de perdre l'usage d'un œil.

Ceci n'est que la répétition de multiples agressions, voies de fait commises par le syndicat patronal et ses hommes de main, et cette situation dure depuis longtemps, en dépit de la volonté

révolutionnaire des militants ouvriers, en particulier ceux de la CGT. Mais les directions des organisations ouvrières ont toujours isolé Citroën, contre la volonté des travailleurs, comme l'a montré le vaste mouvement de solidarité de 68. Elles ont toujours fait reposer la lutte contre la CFT sur les seules organisations ouvrières de l'usine, au plus sur les organisations locales.

Peugeot vient de prendre le contrôle de Citroën, le groupe privé Peugeot-Citroën devenant ainsi le premier producteur français. L'intégration des deux firmes va permettre au patronat de Citroën - aucun l'État a donné 1 Millard (!) l'an dernier - de "surmonter ses difficultés", grâce à une restructuration dont on sait d'avance qu'elle consistera en licenciements, accroissement des cadences... et que la CFT y jouera un rôle, pour aider le gouvernement à démanteler un autre secteur de l'automobile. Pour mettre un terme aux agressions fascistes à Citroën, pour en chasser la CFT, pour en finir avec la peur, une seule solution, imposer à la direction de la CGT et à la Fédération des Métaux de mobiliser les travailleurs de la métallurgie des bastions ouvriers, notamment de Billancourt. Les groupes fascistes de Giscard-Poniatowski ne résisteront pas si la CGT s'appuyant sur la force des travailleurs de la métallurgie, en particulier ceux de Billancourt, organise la lutte contre le démantèlement du secteur automobile Citroën. Cela signifie organiser un plan d'implantation du syndicat ouvrier à Citroën par l'intervention régulière de la CGT à partir de piquets composés des ouvriers de la métallurgie de la région parisienne.

DETRUISSONS LE SYNDICAT FASCISTE !
 Voilà ce que défendent nos camarades dans toutes leurs sections syndicales.

De plus en plus, le gouvernement fait appel aux milices privées, aux chiens policiers, à la CFT pour tenter de briser la lutte du prolétariat. Au moment où l'on avance vers la grève générale de la Régie Renault, il est décisif que la jonction soit assurée avec les travailleurs de Citroën. C'est un des axes du combat de la LOR dans la métallurgie ■

EL.

CONTRE L'IMPERIALISME UNIR, PAR L'INTERNATIONALE, LE PROLETARIAT DES DEUX AMERIQUES

Le dernier coup d'Etat fasciste en Argentine vient de projeter à nouveau la lumière sur l'Amérique Latine. Après la Bolivie, après le Chili, à nouveau la botte fasciste tente d'écraser le prolétariat d'Amérique Latine. Dans tous les pays latino-américains, que ce soient des gouvernements ouvertement fascistes ou des militaires prétendument "anti-impérialistes" comme au Pérou, les bourgeoisies nationales compradores oppriment les travailleurs au compte de l'impérialisme nord-américain. Il n'est pas là question d'oppression d'un peuple sur un autre. La domination de l'impérialisme sur les travailleurs d'Amérique Latine lui permet en même temps de maintenir son pouvoir sur la classe ouvrière des Etats Unis, elle-même. Les alliés naturels des travailleurs d'Amérique Latine contre l'impérialisme ne sont pas une quelconque bourgeoisie nationale, ou un quelconque secteur de l'armée "progressiste"; l'allié naturel des travailleurs d'Amérique Latine, c'est la classe ouvrière des Etats Unis. Déjà la mobilisation aux USA mêmes avait été un facteur déterminant dans le retrait des troupes américaines au Vietnam.

La seule voie possible pour le prolétariat d'Amérique Latine, c'est la voie de l'unification révolutionnaire avec le prolétariat d'Amérique du Nord.

C'est la voie qu'ouvre la IVème Internationale, en préparant la Conférence des deux Amériques.

C'est la voie que tous, staliniens et centristes cherchent à lui fermer, en enfermant les travailleurs d'Amérique Latine dans le cadre du nationalisme et des fronts populaires, tentant de semer des illusions sur des bourgeoisies nationales et des généraux soi-disant anti-impérialistes. Derrière les staliniens, passés maîtres là comme ailleurs dans la tactique du front populaire, tous les centristes ont emboîté le pas. Le SU pabiliste (Secrétariat Unifié) détruisant de nombreuses sections en les dissolvant dans les mouvements larges dirigés par la petite bourgeoisie, refusant de mobiliser la classe ouvrière en n'offrant comme seule perspective que la guérilla, pour finalement apporter un "soutien critique" aux diverses variantes des fronts populaires.

Le Comité d'Organisation de Lambert-Just, à la suite du POR de Bolivie, a généralisé, par sa Conférence Latino-américaine, à tout le continent la stratégie du Front Révolutionnaire Anti-impérialiste, capitulation totale devant la bourgeoisie nationale, combattant sur des bases nationalistes pour "la libération des peuples opprimés".

C'est dans le cadre de cette large union anti-impérialiste que Lambert Just ont voulu placer la campagne pour la libération de Cuentas et Cuadros, faisant disparaître toute référence même formelle à la IVème Internationale.

La campagne pour la défense des militants emprisonnés est une des composantes essentielles du combat pour la révolution. Ce n'est pas une campagne humanitaire, c'est la défense des organisations et des militants ouvriers, dans la préparation de la révolution.

Pour sortir Cuentas, Cuadros et tous les militants de prison,
Pour organiser la jonction du prolétariat des deux Amériques,
Préparons la Conférence des deux Amériques !

Nous appelons les organisations latino-américaines du Comité d'Organisation à y participer, et à faire leur la stratégie de la IVème Internationale en rejoignant ses rangs. J.L. LAURENT.

**POUR PRÉPARER LA CONFÉRENCE
DIFFUSEZ :**



PROLETARIOS DE TODOS LOS PAISES. UNIOS!

LA CUARTA INTERNACIONAL

EDICIÓN EN ESPAÑOL - III AÑO - N°22 - 2 FEBRERO 1976 - 25 PTAS

Organo del Comité Ejecutivo de la IV INTERNACIONAL

WORKERS OF THE WORLD, UNITE!



THE FOURTH INTERNATIONAL

Biblioteca de Comunicación
Issued by the International League Executive Committee English Section
No. 11 NOVEMBER 1, 1975. Price 25 PTAS.

GREVE GENERALE DE L'EDUCATION NATIONALE !

La coordination nationale des étudiants qui s'est tenue à Amiens le 10 Avril 1976 a réuni près de 62 facultés sur les 94 existantes.

Devant l'ampleur pris par le mouvement, le gouvernement Giscard a décidé de frapper.

La fermeture de l'Université de Clignancourt, les arrestations massives d'étudiants, l'interdiction des manifestations du 8 et 9 Avril ont d'ailleurs balayé toutes les illusions que la direction stalinienne de l'UNEF-Renouveau entretenait, en proposant "des Journées d'Action", une "popularisation de la lutte", au lieu d'étendre la grève à toutes les facultés, d'appeler, comme l'a fait la coordination, à la GREVE GENERALE DE L'UNIVERSITE.

De nombreuses interventions soulignaient, au cours de cette coordination, l'objectif immédiat pour les étudiants d'opérer la jonction avec la classe ouvrière, les travailleurs de Peugeot, Usinor en grève. En effet, la lutte des étudiants pour l'abrogation de la réforme du second cycle de l'université constitue une partie de la puissante mobilisation de la classe ouvrière, en réponse au gouvernement Giscard, aux mesures anti-ouvrières des patrons et de l'Etat policier.

La motion finale notait que "la grève générale des étudiants, lycéens et élèves de CET" n'est qu'un point de départ vers la grève générale de toute l'Education Nationale.

Dès le 12 Avril, des manifestations régionales, occupations de rectorats, l'extension de la grève partout dans les écoles, sont prévues. Une journée d'intensification des luttes pour le Jeudi 15 Avril, avec des actions simultanées dans toutes les facultés, lycées va être organisée. Mais le but de cette mobilisation, qui devra "faire le point", Samedi 17 Avril à Toulouse au cours d'une nouvelle coordination, est de discuter de l'extension de ce combat aux secteurs décisifs de la classe ouvrière, qui peuvent faire reculer le gouvernement Giscard-Poniatowski et l'abattre.

La coordination nationale, après avoir voté la motion centrale, a élu un collectif national, direction des luttes entre deux coordinations. Le service d'ordre d'UNEF-Renouveau, qui n'avait aucun représentant élu dans la coordination (les étudiants ayant tiré le bilan des manœuvres de division partout rejetées), protégeait, à la fin de la coordination une conférence de presse de son secrétaire R.Maurice. Laissé à l'écart par les étudiants, l'UNEF-Renouveau, par la voix de son représentant tentait de se donner artificiellement une assise en avançant devant la radio et la T.V. son soit-disant rôle de premier plan dans cette lutte. Les sifflets des étudiants ont répondu à R.Maurice, qui manie davantage le mensonge que l'éloquence dans les coordinations où il n'a pas accès ! ■

Christian DELAIR
Délégué à la coordination.

PREPARATION DE LA 2^{ème} SESSION DE LA COMMISSION D'ENQUETE CONTRE LES CALOMNIES SUR Michel VARGA.

La deuxième session de la Commission d'Enquête contre les calomnies sur Michel Varga se tiendra, nous le rappelons, le 4 Mai. Elle a pour objet de rendre compte des conclusions de ses travaux sur les documents que lui a communiqué la IVème Internationale.

Le Secrétariat de la Commission a demandé à la direction de l'OCI, de lui remettre lors de cette deuxième session les archives dérobées à Michel Varga.

La prochaine réunion du Secrétariat de la Commission - elles sont publiques - aura lieu Lundi 26 Avril à 20 H, 6 impasse Poule, 24 rue des Vignoles - M° Avron. Elle devra préparer les rapports qui seront présentés le 4 Mai.

000000

Nous publions ci-dessous des extraits de la déclaration de la IVème INTERNATIONALE, parue dans le N° 25-26 de "LA QUATRIÈME INTERNATIONALE" sous le titre de : "Bas les masques !".

|| La IVème Internationale appelle les militants ouvriers, les travailleurs et les jeunes à venir renforcer ses travaux par leurs témoignage et leur participation. Ses activités sont publiques. Elle n'a rien à cacher aux ouvriers. La IVème Internationale prépare la révolution européenne qui va commencer en Espagne en organisant les ouvriers révolutionnaires et les jeunes prolétaires dans ses rangs, dans leur parti indépendant de l'imperialisme et du stalinisme.

Ceux qui calomnient ont pour devise : "calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose !" Nous avons pour devise : "Les calomniateurs, hors du mouvement ouvrier !" ■

A PROPOS DE LA CHARTE DES LIBERTÉS DU PCF...

Ces derniers temps, tout le monde se met à préparer des projets de lois sur les libertés. De l'UDR, en passant par les radicaux jusqu'au PCF, tous parlent des LIBERTÉS. Poniatowski avec un cynisme rare intitule sa charte de répression fascisante: "projet de loi sur les libertés" (1).

Le PCF, après avoir abandonné toute référence aux principes mêmes du manifeste communiste, conformément à son rôle d'opposition de sa majesté, place le débat sur un terrain de bavardage parlementaire. D'ailleurs, tout le Programme Commun, ainsi que le projet de lois constitutionnelles "Vivre libres" se place sur le terrain de la constitution de la IVème et Vème République.

Le PCF, tout en reconnaissant que la bourgeoisie est obligée "de réduire ses libertés, les récupérer, les mutiler, car même formelles, elles sont encore trop dangereuses pour elle, en l'état actuel de la lutte des classes" (2), accepte "la règle du jeu" et admet que la constitution de 1958 n'est pas si mauvaise, qu'il faut la démocratiser, et l'amender, mais surtout pas l'abolir.

Selon lui, "la constitutionnalité représente une garantie essentielle pour les travailleurs, et cela du fait même des contradictions qui se sont développées à l'intérieur du système juridique bourgeois depuis 1958" (2).

Les savants du PCF tentent d'inculquer aux travailleurs, à travers leur bavardage sur les libertés, que la seule lutte pour défendre les libertés acquises par la classe ouvrière, et menacées par Poniatowski et ses politiques parallèles, doit se fonder sur "l'élargissement démocratique" du droit constitutionnel français actuel. Quand Poniatowski les accusent de vouloir établir un nouveau régime, ils clamant leur attachement pro-

fond à la constitution gaulliste et à toutes les institutions de la république bourgeoise: tribunaux, police, armée...

Les travailleurs sont conscients que ce n'est pas à travers le Parlement, à travers des discussions sur une Constitution qui n'avait et qui n'a pas d'autre but que de sanctionner juridiquement le pouvoir de la bourgeoisie, mais par une mobilisation de tous les travailleurs, de toutes les organisations ouvrières pour défendre les libertés démocratiques que doit se mener ce combat. Les politiciens de l'échec du PCF, entretenant des illusions, cachent qu'en fait le cœur du problème est: qui détient le pouvoir?

Les travailleurs sont conscients que celui qui gouverne édifie les lois. Pour s'opposer à ces lois anti-ouvrières, il faut renverser le gouvernement de la bourgeoisie, abolir les institutions de 1958, renverser la machine gouvernementale de répression. Le PCF veut vous diriger vers un débat sur les lois constitutionnelles, nous, la Ligue Ouvrière révolutionnaire, vers un affrontement révolutionnaire avec le gouvernement Giscard-Poniatowski ■

Brigitte Aumont

(1) Voir articles parus dans "La Vérité des Révolutionnaires": "Une attaque en règle contre la classe ouvrière" - Numéro 22 (15-28 Février 1976)
"Guerre civile constitutionnalisée" - Numéro 28 (5 Avril 1976)

(2) "L'Humanité" 12.3.76 page 8: "Pourquoi faut-il que les libertés soient constitutionnelles".

Rectificatif : La constitution du "COMITE OUVRIER INTERNATIONAL CONTRE LA REPRESSEION EN URSS ET EN EUROPE DE L'EST" aura lieu le 2 Mai, et non le 18 Avril comme nous l'avions annoncé dans le N° 28 de la Vérité.

2 MAI

Constitution du Comité Ouvrier International contre la répression en URSS et en Europe de l'Est

Je désire prendre contact avec la L.O.R. section française de la IV^e Internationale :

Nom :

Profession :

Adresse, ou comment me joindre :